limite-t-elle à de faibles quantités au bénéfice de petits producteurs individuels ? Elle pourrait passer des contrats au niveau national ou régional et favoriser l'installation d'ateliers de torréfaction dans les principales zones. Pour le coup, les caféiculteurs dégageraient une valeur ajoutée significative. C'est, à mon sens, une voie d'avenir pour un véritable commerce équitable.

Ce cadre régional peut-il être vraiment efficace ?

Absolument. Six années d'expérience me persuadent de l'importance de notre action régionale. Chez nous, le marché commun centre-américain s'est remis en marche. Ces trois dernières années, nos présidents se sont rencontrés vingt fois et ont signé quelque deux mille accords de coopération. Les paysans doivent s'intéresser aux processus d'intégration et aux tendances du commerce mondial. Ne serait-ce que pour veiller à leurs intérêts. Sinon, demain, ils n'auront que le droit de se lamenter. ■

Propos recueillis par Yves Hardy
Au cours d'un passage à Paris, à l'invitation du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), qui soutient l'action de l'Asocode.

(1) L'Asocode rassemble des syndicats de petits et moyens agriculteurs ainsi que d'éleveurs de sept pays : Guatemala, Belize, Honduras, Salvador, Nicaragua, Costa-Rica et Panama. Son siège est à Managua (Nicaragua).
E-mail : asocode@ nicarao.apc.org.ni

Tourisme et développement local

Le tourisme en milieu rural peut-il être un moyen de développement local ? Grâce, par exemple, aux nouveaux débouchés pour la production qu'il offre, à la diversification des activités (accueil, entretien de l'espace) qu'il permet. Ou au contraire, fait-il reculer les terres agricoles, désorganise-t-il davantage la société qu'il ne l'aide à vivre ? La liste n'est pas exhaustive. En l'espèce, le pire côtoit le meilleur. Si vous êtes en contact avec le tourisme, que ce soit positif ou négatif, que vous soyez responsable paysan ou d'une ONG, scientifique, formateur, membre d'une radio locale, racontez-nous ce que vous vivez en vue de traiter ce sujet dans *Grain de Sel*.

BARA GOUDIABY (RESEAU AGRICULTURE PAYSANNE ET MODERNISATION)

« Renforcer la capacité des leaders paysans »

Mis en place il y a trois ans, le réseau APM (Agriculture paysanne et modernisation) couvre aujourd'hui une quinzaine de pays africains. De passage à Paris au siège de l'Inter-Réseaux, Bara Goudiaby, animateur du pôle Afrique de l'Ouest, explique les objectifs de cette organisation.

Olivier Kossi Egloh - Togo

Grain de sel : A quoi sert le réseau Agriculture paysanne et modernisation ?

Bara Goudiaby : Le réseau APM Afrique est un réseau d'échanges, entre dirigeants paysans africains. Nous ne prétendons pas représenter le monde rural mais nous voulons être un instrument, un outil permettant aux leaders des organisations paysannes de faire face aux grandes mutations. Dévaluation, ajustement structurel, désengagement de l'Etat, décentralisation, la complexité de l'environnement international est de plus en plus grande. Tout cela fait que les enjeux sont obscurs pour les organisations paysannes et les responsables. Notre priorité, c'est de renforcer la capacité de réflexion, d'analyse, de négociation. Il y a une formation pour produire de l'arachide, pour mettre des insecticides, pour apprendre les règles de gestion. C'est très bien, mais ce qui manque c'est une formation qui donne des outils de réflexion aux leaders paysans.

C'est pour cela que nous sommes en train de préparer un système de formation continue, une université paysanne, en quelque sorte, afin de fournir une information de base donnant les moyens d'une réflexion et permettre de voir plus clair, au-delà du pied de l'arachide ou du coton.

Au-delà de cette formation à la compréhension du monde moderne, les paysans ont besoin d'informations ponctuelles sur les prix du marché, l'organisation d'une filière de production. Que fait le réseau APM sur ce plan ?

Nous avons commencé à créer ce que nous appelons un observatoire des filières. Nous avons commencé par le coton. Nous avons publié en novembre le premier bulletin interne, *L'Echo des cotonniers*, pour permettre aux organisations paysannes d'être informées sur les évolutions du marché mondial et sur la situation dans les différents pays. Dans chaque pays, en effet, chacun de nos correspondants fait remonter l'information. Nous avons l'intention de faire le même travail dans d'autres filières, cacao, café arachide, riz ▶

notamment. Pour le café et le cacao, nous préparons le premier atelier de travail.

Grain de Sel : Comment diffusez-vous ces informations ?
Nous avons un bulletin interne bilingue (anglais et français) d'échanges d'informations, *Les Nouvelles d'APM Afrique*. Mais nous cherchons des moyens complémentaires, par exemple la diffusion de cassettes sur des radios locales.
La question qui se pose est de connaître l'utilité des gros rapports écrits. Est-ce qu'ils se consomment vraiment ? Si on veut toucher les gens, des articles succincts semblent préférables. ■

Propos recueillis par Philippe Ortoli

Secrétariat permanent du Réseau APM Afrique : BP 10 008 Yaoundé, Cameroun.
Tél. : (237) 21.53.89. Fax :(237) 20.55.20.
Observatoire Coton s/c CIEPAC, 663, av. de la Pompignanne, 34 170 Castelnau-le-Lez, France.
Tél. : (33) 04.67.02.13.26. Fax : (33) 04.67.79.99.76.
E-mail : ciepac@softel.fr

VIETNAM

Les paysans ont soif d'informations

Faibles rendements et pertes après récoltes résultent parfois d'une mauvaise information des paysans. Comment y remédier ? Quel support utiliser ? Difficultés et tentatives de solution au Vietnam.

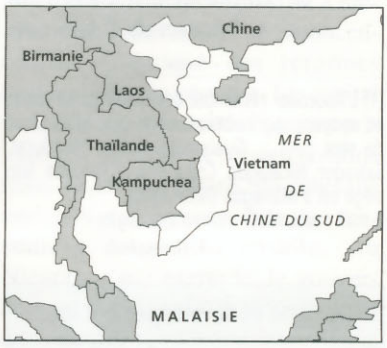
Philippe Ortoli

Les sources d'informations agricoles sont abondantes, le problème est de les rendre accessibles à tous.

DES centaines de titres de journaux sont publiés au Vietnam. Mais combien arrivent dans les mains des paysans ? Malheureusement très peu. Et faute de connaissances scientifiques, les rendements restent faibles dans plusieurs régions, les pertes en aval de récolte demeurent considérables, entre 13 % et 16 % de la production du riz dans le séchage, la conservation et le décorticage. Ainsi, si le pays produit 27 millions de tonnes de paddy, les pertes après la récolte représenteront 3,5 à 4,3 millions de tonnes. Ces pertes sont de 19 % pour le maïs, de 22 % pour les tubercules, de 20 % pour les légumineuses et de 28 % pour les légumes et les fruits.

Pour mener à bien la modernisation et l'industrialisation du pays, il faut élever le niveau d'instruction de la population, composée pour 80 % de paysans. Tout le monde connaît la solution, mais la réalisation est difficile. Plusieurs articles de presse et lettres envoyées par les paysans ont exprimé leur désir ardent d'accéder aux informations techniques culturales. Le travail d'information, qui paraît facile à réaliser dans la campagne, s'avère pourtant difficile.

Le premier obstacle est le manque d'argent. Plusieurs communes ne disposent pas de budget pour acheter le journal *Nông nghiêp Viet Nam (Agriculture du Vietnam)*. En revanche, dans certaines autres, on trouve le quotidien *Nhân Dân*. Mais souvent, le président du Comité populaire (administration communale, note de la rédaction) le monopolise. Les sources d'informations techniques agricoles sont abondantes, le problème est de les rendre accessibles à tous.



Récemment, l'université nationale de Hanoi a créé un comité chargé de former les paysans aux techniques de l'agriculture. Les créateurs souhaitent fournir des informations de cette nature aux 7 791 communes du pays. D'autre part, plusieurs communes envisagent d'installer, dans un lieu public, un tableau ou un écriteau permanent pour y afficher des données scientifiques et techniques. ■

Article paru dans ***Le Courrier du Vietnam*** (21 décembre 1997)